

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

30 JUIN AU 6 JUILLET 1994

N° 964

10,00 F

APRÈS AVOIR SOUTENU LA DICTATURE SANGLANTE DE HABYARIMANA
LA FRANCE JOUE HYPOCRITEMENT LES AMBULANCIERS

RWANDA :



L'ALIBI HUMANITAIRE

HONNEUR, décence, dignité... Tels sont les qualificatifs que les députés de gauche et de droite ont utilisé pour justifier leur soutien à l'opération militaire multinationale menée par la France au Rwanda. Rares sont ceux qui ont laissé entrevoir leur désaccord, tels Chevènement, favorable à une gestion africaine du conflit, ou le RPR Jacques Baumel qui, en bon culturaliste, renâclait sous prétexte que ce coup médiatique ne pourrait mettre un terme à ces « luttres tribales [qui] durent depuis deux siècles » (1). Bref, c'est dans un quasi-consensus de la classe politique, et avec l'assentiment d'une large frange de la société civile, que 2 500 militaires vont intervenir dans ce pays.

Néo-colonialisme humanitaire — Officiellement, leur mission « temporaire » (leur retrait est prévu pour la fin juillet) et « exceptionnelle » sera de protéger les populations civiles rwandaises qui refluent de l'est à l'ouest du pays, fuyant les combats entre troupes gouvernementales et Front patriotique rwandais. Le Conseil de Sécurité de l'ONU a approuvé cette initiative par dix voix « pour » et cinq abstentions (Chine, Nigeria, Pakistan, Brésil et Nouvelle-Zélande), laissant aux militaires français la possibilité de recourir « à tous les moyens nécessaires » pour mener à bien leur charge.

Sur le terrain, les troupes françaises resteraient basées au Zaïre et ne pénétreraient au Rwanda que pour des opérations rapides de déplacements de populations civiles afin d'éviter que les massacres ne se poursuivent.

« MONDE LIBERTAIRE »
HORS-SÉRIE D'ÉTÉ
LE 7 JUILLET

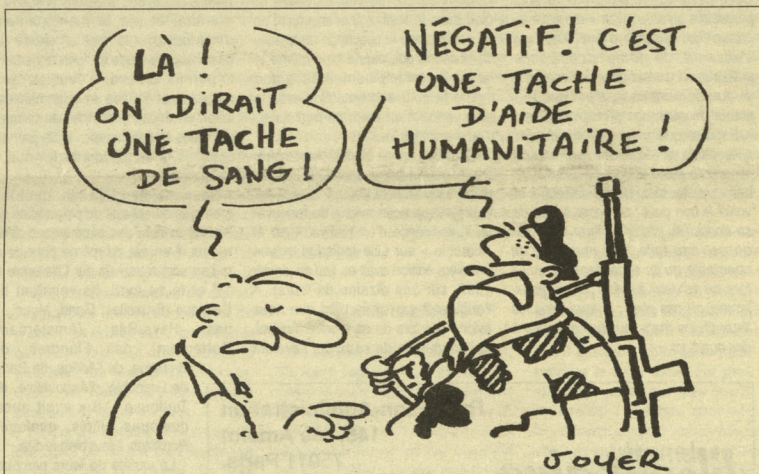
T 2137 - 964 - 10.00 F



Une nouvelle fois, la France, donc, drapée de son héritage colonial, se pose en gendarme de l'Afrique avec l'assentiment des Etats-Unis (qui ont du mal à se remettre de leur épopée somalienne) et de la Russie. Pour ce faire, elle s'acquitte de nouveau avec Mobutu, le Président zaïrois, avec lequel elle avait cessé toute coopération civile et militaire. Celui-ci ne tardera pas à venir monnayer son allégeance auprès de Matignon... Et, cruelle ironie, il fait mener la même politique de purification ethnique au Katanga contre les Balubas, « ethnies » de son principal opposant, Etienne Tshisekedi.

L'opposition du FPR — Le Front patriotique rwandais a aussitôt fait entendre sa voix pour condamner cette intervention. Tout d'abord, il considère à juste raison que l'Etat

(suite p. 4)



Réflexions sur la désagrégation de la Yougoslavie

LA YUGOSLAVIE s'est d'autant plus facilement désagrégée qu'elle était faiblement intégrée et qu'un trop grand poids avait été accordé aux communautarismes par rapport aux libertés individuelles et à la place de la classe ouvrière dans la société. Le premier Etat yougoslave a échoué parce qu'il partait du postulat qu'il existait une nation yougoslave à trois noms : « serbe, croate et slovène », alors que dans la réalité, on avait assisté au XIX^e siècle à la création de nations différentes sur l'espace yougoslave (le processus d'intégration au sein de ces nations n'était d'ailleurs pas achevé et aujourd'hui il ne l'est pas complètement). Le centralisme et

l'unitarisme dominant, basés notamment sur les anciennes structures de pouvoir et de l'armée du royaume serbe ne pouvaient qu'échouer face à la diversité existante. De surcroît, l'Etat yougoslave était la création des gouvernants et des élites nationales et non celle des populations à forte majorité rurale et analphabète.

Le second Etat yougoslave, né de la « lutte antifasciste » du Parti communiste dirigé par Tito se structura en tenant compte de la première tentative d'intégration yougoslave et de ses erreurs. Il opta

pour le fédéralisme et la reconnaissance des différents peuples (Serbes, Croates, Slovènes, Macédoniens, Monténégrins, puis en 1968 Musulmans) et minorités nationales (Albanais, Hongrois, Roumains,

Slovaques, Ruthènes...). Cependant, l'Etat demeura centralisé jusque dans les années 60. A partir de la fin de

cette décennie et au début des années 70, les républiques et provinces autonomes (Kosovo et Voïvodine) obtinrent des prérogatives importantes et s'émancipèrent du

centre fédéral. En outre, le Parti unique avait suivi le même cheminement en se fédéralisant. Il se transforma en une somme d'intérêts partiels dans la mesure où les différentes ligues républicaines firent le choix de défendre leurs intérêts particuliers (création notamment des économies nationales à l'échelle des républiques...) et oublièrent la cohésion de l'ensemble yougoslave. L'espace économique yougoslave connu, au cours de ces années, un processus d'éclatement ; les frontières entre les républiques eurent tendance à se fermer. L'espace yougoslave se fragmenta donc bien avant

(suite p. 4)

FOP 2520

AU TRAVERS DES QUARTIERS DE LILLE

Tout sur le festival

« Art et Anarchie » 1994

« **E** GALITÉ, entraide, liberté des artistes, des spectateurs et des organisateurs », c'était l'un des objectifs du festival « Art et Anarchie » 1994, deuxième du genre, et réalisé la première quinzaine d'avril sur la métropole lilloise par un collectif libertaire. Il s'agissait d'une vingtaine d'individus issus d'horizons différents : du groupe Humeurs Noires de la Fédération anarchiste, d'Aktion (groupe autonome d'action anti-autoritaire), du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, des mouvements de lutte pour le droit à vivre sa sexualité, du secteur social, culturel, universitaire, de nulle part... Cette petite bande de joyeux rêveurs persuadés qu'on pouvait « remettre en cause l'art réservé à une élite, qui s'abstient de toute connivence politique, si ce n'est pour s'allier au fric et aux dominants », s'est soudée autour de quelques principes sains : « Estimer que chaque individu est susceptible de définir ce qu'il entend par artistique, ou encore ce qu'il trouve beau ; rejeter toute norme artistique, et vomir le bon goût ; proposer à tous de se donner du plaisir à vibrer pour une danse, une toile, une musique, un spectacle qu'ils regardent ou qu'ils font, ou les deux à la fois ; l'offrir gratuitement ou pas cher ; le faire dans les lieux divers mais toujours attachés à des quartiers. »

Le pire, c'est qu'on l'a fait. Mieux encore, d'autres nous ont rejoints alors qu'ils n'étaient pas payés : acteurs, chanteurs, conférenciers, cuisiniers, peintres, sculpteurs, amateurs de spectacles différents, musiciens, piliers de comptoir (devant et derrière), magiciens, bons à rien, comédiens, groupies... Qu'ils l'aient été pour l'occasion ou depuis toujours, tous ont fait ce festival et lui ont librement donné un sens. On peut estimer à 800 environ l'ensemble des manifestants festivaliers (beaucoup moins selon la police, plusieurs milliers selon les organisateurs), c'est-à-dire l'ensemble de ceux qui ont mis volontairement un pied dans le festival (par exemple, on ne compte pas le concierge de la salle de concerts qui, quand bien même le faisait-il correctement, était quand même là pour son boulot). Certains sont venus à un moment particulier, d'autres ont fait les fans.

Il faut dire qu'on avait tâché de bien bosser notre affaire : plusieurs mois de préparation avaient permis de préciser le projet que nous avions de renouveler l'expérience d'un festival « Art et Anarchie » sur Lille (puisque qu'une première édition avait eu lieu en janvier 1993, sur une dizaine de jours). A l'origine, il y avait le pied que nous avions pris lors de ce premier festival, et l'affirmation de ceux qui l'avaient

vécu, ou regrettaient de l'avoir raté, ou voulaient nous faire plaisir... qu'il devait exister ce type de manifestation sur Lille. Mais il fallait appuyer davantage le caractère politique de la chose. C'est pourquoi nous avons essayé de clarifier les termes du contrat qui devait lier les participants au festival : chaque individu ou collectif sollicité a reçu un texte de présentation de nos objectifs, un questionnaire lui permettant de donner les siens, et était convié à participer à la préparation du festival. Celle-ci s'est faite sous la forme de rencontres régulières donnant systématiquement lieu à des comptes rendus précis des décisions prises et à prendre, et par le mandatement d'individus pour la mise en œuvre de ces choix. Ce mode de fonctionnement a permis d'ouvrir l'éventail des possibles, et de faire de cette manifestation un événement riche en termes politiques et artistiques... mais pauvre au sens financier du mot, nous y reviendrons.

Nous avons déjà dit que les membres du collectif de préparation du festival avaient des expériences différentes, il en est de même pour ceux qui se sont retrouvés sur Lille entre le 1^{er} et le 14 avril. Ils venaient de Belgique (Bruxelles, Gand, Mons...), des Pays-Bas (Amsterdam, Rotterdam), des Flandres, de Bretagne, de l'Ariège, de Paris, de Grenoble, d'Angoulême, de Toulouse... il y avait aussi quelques Lillois, quelques Nordistes, il faut bien le dire.

La variété de leurs parcours, n'est pas seulement géographique, les inconditionnels du festival peuvent en témoigner : 19 manifestations ont été données sur 14 jours dans des styles tout à fait différents : cinéma (*Un Autre futur*, sur l'Espagne libertaire, en présence d'Aimé Marcellan scénariste ; *L'An 01* de Gédé et Doillon ; *Zéro de conduite* de Jean Vigo), chanson (Christian Leduc, Ghislain Gouwy, Alain Dropsy, Daniel Duroy), cuisine végétarienne (Les Fameux Cuistos), théâtre (Los Raptis), concerts rock, hardcore, ska,



punk, planant, infernal... (La Lune parle toute seule, WAQ, Moon in June, Scraps, Petit futur, Angoisse rouge, Stinsisters, Dead Michel Simon, Space farmers, Zarbi Band), musique et films expérimentaux (Métamachine), conférences (Gaetano Manfredonia sur la chanson libertaire, Marc Wilmet sur Brassens, Robert Horville sur Léo Ferré), spectacle pour enfants (Globule et Mescaline), spectacles et chorales de rue et de bistrot (Gérard et son orgue de Barbarie, Les Sangs Cailloux, Los Raptis, Alice et son accordéon, Les Fameux Cuistos), performances (Les Beurres et Ordinaires), café-théâtre (Geneviève Pastre), peinture en direct et en différé (Sam Boineau, Gabriel Scözan).

Enfin tout cela s'est passé dans une dizaine de quartiers de Lille, et plus précisément : au Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, au cinéma L'Univers, dans des cafés-théâtres et cafés-concerts, dans une usine désaffectée, sur le marché de Wazemmes, à la Maison de quartier de Fives, dans une école, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, dans différentes salles municipales et sur Radio Campus, qui fête cette année ses 25 ans de liberté sur les ondes lilloises.

Tout cela fait un peu annuaire de vertus ou fiche technique du dernier modèle de chez Peunault, mais il faut dire qu'à l'issue du festival, on s'est vraiment dit qu'on était assez contents d'être venus. Et pas seulement en recomptant les gens, les spectacles, les lieux (et surtout pas en recomptant les sous qu'on n'avait plus), mais en considérant la multiplication des échanges qu'avait permis ce festival. Car chacun est venu avec son expérience militante et/ou de vie communautaire, de projets artistiques alternatifs, de lieux culturels différents... et l'a transmise, au-delà du spectacle, par toutes les discussions qui se sont tenues avant, pendant et après.

Nous voulions par ce festival amener des gens à comprendre ce que peut être un projet anarchiste. Nous avons

d'abord vécu son organisation comme telle. Ensuite, l'accès aux manifestations n'était pas cher (de 20 à 50 F) ou gratuit (pour 10 spectacles sur 19), de la même façon, la bouffe et les boissons étaient accessibles, pour que tout le monde puisse profiter de la fête. Il y a eu des conférences, et des tables de presse mettaient à dispositions affiches, revues et bouquins libertaires. Et surtout, on a échangé adresses, points de vue et projets.

On en a un peu causé dans les journaux et même à la télé. Mais le plus important, c'est que les gens se souviennent que c'était anarchiste, et aient envie que d'autres choses le deviennent dans leur vie.

Evidemment, il y a un point... rose dans ce magnifique tableau noir comme notre drapeau : on ne comptait pas vraiment se faire du fric à l'occasion de ce festival, et là on a réussi au-delà de nos espérances, avec un déficit de plus de 10 000 F. On avait sous-estimé certains frais, qui n'avaient pas de cachet mais auxquels on remboursait les frais de déplacement). Si vous voulez bien M'sieurs Dames, on accepte tous les modes de paiement, et en échange, on vous propose une cassette de compilation des meilleurs moments musicaux du festival (à partir de 25 F) et une brochure *Art et Anarchie* (à partir de 10 F, édition rare et limitée). Quoi qu'il arrive, on peut nous joindre en écrivant à : Collectif « Art et Anarchie » c/o Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à libeller à l'ordre de l'ALDIR).

Et surtout si vous avez des suggestions pour le festival « Art et Anarchie » 1995...

Lapuce (gr. Humeurs Noires - Lille), pour le collectif « Art et Anarchie »

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

RENDEZ-VOUS

AMIENS

Dans la Somme, la FA est présente par le biais du groupe Reflets, 184, rue du Faubourg-de-Ham, 80 000 Amiens.

BREST

Le groupe Les Temps Nouveaux de la FA informe ses sympathisants qu'ils peuvent le contacter chaque jeudi, à partir de 20 h, au Centre social de Bellevue. Par ailleurs, les ventes du Monde libertaire ont lieu le samedi de 14 h 30 à 15 h 30, rue du Siam (près des fontaines).
Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

DIJON

Le groupe FA de Dijon tient ses permanences le mardi et vendredi de 21 h à 23 h et le samedi de 15 h à 18 h au GREL, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Tél. : 80.66.81.49.

MONTPELLIER

Le groupe de Montpellier va ouvrir un local à la rentrée. Comme toujours, l'argent manque. Il lance un appel à souscription pour pouvoir couvrir les frais d'installation. Envoyez vos chèques à l'ordre de Stéphane Ortega, chez Nathalie Campos, 9, rue Rey, 34000 Montpellier.

TOURVES (VAR)

Le groupe Amour Anarchie de la FA (région brignolaise) organise les « 8^e Rencontres libertaires » du sud-est, les 1^{er}, 2 et 3 juillet à Tourves (quartier Gravière). Au programme (et ceci dès le 1^{er} juillet à partir de 18 h) : spectacles, projections-débats, repas, buvette, stands. Entrée libre. Camping possible.
Pour plus de renseignements, téléphonez au 94.91.26.80 (mercredi et samedi de 14 h 30 à 18 h) ou écrivez à : ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex.

PARUTIONS

PORTE-CLÉ TROIS FONCTIONS

Le groupe Région-toulonnaise a édité, en soutien au Monde libertaire, un porte-clé trois fonctions : tire-bouchon, décapuleur, petit couteau, réhaussé du logo du ML et d'un A cerclé.
Prix : 25 F l'unité ; 100 F les cinq exemplaires et 155 F les dix exemplaires (port compris). Chèque à l'ordre du CECL.
CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

PRESSE

Le n° 2 d'Un Autre futur, bulletin de liaison du collectif libertaire « La Commune », est paru. Il est disponible contre 2 timbres auprès du collectif « La Commune » c/o ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex.
On peut aussi se le procurer directement (et ainsi rencontrer, entre autres, des militants de la FA), chaque mercredi de 14 h 30 à 18 h et samedi de 15 h 30 à 18 h, lors des permanences du collectif : 2, rue de Pressensé (prolongement de la rue des Boucheries), à Toulon.

PRESSE

Le n° 110 (juin 1994) de Contre Vents et Marées, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru.
Prix : 6 F (abonnement : 60 F, à l'ordre de « Contre-Courants ». Pour se le procurer, écrivez à : « Contre-Courants, La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

Ce que disent les indicateurs économiques sur la valeur du travail

TOUTS LES JOURS, subrepticement, ceux qui détiennent le pouvoir d'envahir notre univers de leurs discours s'emploient à perpétuer la croyance dans la valeur travail. Plusieurs procédures sont à l'œuvre, j'en évoquerai ici simplement une : la clôture des discours par l'utilisation de pseudo-références économiques.

Dans toute société, disait M. Foucault, la production du discours est contrôlée et sélectionnée en vue d'en conjurer les pouvoirs et les dangers. Il y a des discours qu'on rejette, qu'on n'entend pas, qu'on interdit. Il y a des discours qu'on répète à satiété. Aujourd'hui, la science économique — celle de l'économie libérale dominante — fonctionne comme un principe de limitation de tous les discours acceptables sur le travail. Pour participer aux débats sur l'avenir du travail, il est ainsi nécessaire de répondre à certaines conditions. Premièrement, les transformations du travail doivent s'inscrire dans le cadre de l'économie capitaliste. Deuxièmement, elles ne doivent pas bouleverser ce qu'on appelle les « grands équilibres », c'est-à-dire qu'elles doivent être pensées à partir des fameux « indicateurs économiques fondamentaux ». Troisièmement, les argumentations retiendront les instruments conceptuels et techniques de l'économie libérale. En particulier, toute proposition pour être valide devra être chiffrée. Inutile pourtant d'être économiste ou d'étudier savamment les journaux pour se faire une idée de ce fonctionnement.

Depuis quelques temps déjà, les médias glosent sur une soi-disant reprise de la croissance économique. Tout aurait commencé aux Etats-Unis qui, selon les experts, annoncent généralement les tendances à venir en Europe. De cette reprise, il faudrait se réjouir car elle ferait reculer le chômage. Passons sur la contradiction entre les professions de foi électoralistes en faveur de l'écologie et l'affirmation du salut par une croissance de la production toujours plus intense. Intéressons-nous aux indicateurs économiques. Car il y a une véritable manipulation des chiffres et du langage de l'économie libérale par les politiciens et leurs zélotes journalistes. Tel mois, la Bundesbank aurait baissé son taux d'escompte de 1/8^e de point. A la suite de quoi, les réactions des médias les plus sérieux commentent l'information pendant une semaine sur le refrain : c'est pas terrible mais c'est déjà ça, enfin ces irresponsables d'Allemands ne bloquent plus la reprise pour d'égoïstes raisons nationales... Tel autre mois, la France aurait eu une croissance de 1,6%, tandis que le sous-directeur d'une quelconque banque américaine prédisait l'augmentation du loyer de

l'argent à court terme d'au moins 0,5%. Le tout étant fort encourageant puisque ne s'accompagnant d'aucune surchauffe. D'autant que la Commission de Bruxelles confirme la reprise de l'économie européenne. La presse s'émue de ces modifications essentielles de la politique économique des pays occidentaux ou du moindre soupçon du dernier expert économique qui voudra bien annoncer le beau temps. Toute la nation est tenue en haleine. Le chômage va enfin diminuer.

La manipulation

Taux directeur, taux d'escompte, croissance, inflation, PIB, excédents d'importation... et même taux de chômage, qui sait ce que recouvre ces mots ? Quelques spécialistes peut-être. Et pourtant cette soupe est vendue quotidiennement en abondantes rations au bon peuple impatient d'être informé... et sauvé.

Que nous disent en réalité ces chiffres ? Il y a ce qu'ils ne nous disent pas : l'augmentation du taux de profit des entreprises et la part qui en est utilisée pour des investissements ; la hausse des profits réalisés en bourse en 1993, soit + 22% ; la rémunération du capital par rapport à la rémunération du travail, les écarts entre les salaires qui n'ont fait que croître sous la gauche... La manipulation commence par cacher certaines données pour en privilégier d'autres.

Le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) a été récemment supprimé par la majorité. L'affaire fit moins de bruit que les 1/8^e de point de la Bundesbank. Pourtant le CERC réfléchissait, dans une relative indépendance, les questions du temps de travail. Ses études avaient l'heur de déplaire au pouvoir. Il ne reprenait pas avec assez d'entrain l'antienne du patronat qui veut que les salaires sont trop élevés — ce qui est d'ailleurs tout à fait juste si l'on veut concurrencer l'Asie du sud-est où il n'est pas rare d'être payé huit francs par jour — ou que le SMIC est un frein à l'embauche. Régulièrement depuis 1966, le CERC publiait des rapports sur l'évolution des revenus des catégories sociales, il montrait que nombre de jeunes ne percevaient pas le SMIC... bref, il dérangeait. Exit donc le CERC auquel est préférée une institution qui produira les bons indicateurs.

Et puis on pourrait s'interroger sur la réalité que décrivent les indicateurs. Sans entrer dans les arcanes de la comptabilisation des chômeurs (1) par exemple, on peut faire quelques remarques. Il serait trop simple que celui « qui est sans emploi » soit un chômeur. Il faut remplir nombre d'autres conditions

pour avoir le bonheur d'être comptabilisé. Et puis les catégories changent. Il suffit qu'on décide que ne sera plus comptée telle catégorie d'intérimaires pour que le nombre de chômeurs baisse. Sans cesse, des « ajustements » de ce type sont réalisés. Nous n'avons, en vérité, de statistiques que des personnes ayant sollicité l'assistance d'une administration mise en place pour des chômeurs. Ce qu'on mesure, c'est autant l'attirance pour ces services, leur pouvoir de coercition, leur fonctionnement, que le nombre des personnes sans travail. Il est bien plus intéressant, de ce fait, de se demander qui sont les chômeurs dans notre système socio-économique, comment ils sont comptés et pourquoi, qui compte. C'est l'appareil politico-administratif qui compte, et il se sert de ces chiffres. Staline sous d'autres cieux, avait décidé de supprimer l'assistance aux chômeurs, supprimant par là l'enregistrement même des chômeurs. En un sens, donc, il n'y avait pas de chômeurs en URSS ! Aujourd'hui, il ne faut pas s'étonner que la France, puisqu'il les compte différemment !

Quelle reprise ?

Les auteurs que je citais plus haut, concluent leur étude en écrivant : « Le discours du chiffre est un discours d'Etat. Que les chiffres n'aient pas de signification est finalement sans importance, car on ne leur demande pas de signifier : ils sont eux-mêmes le signifié, exprimant le contrôle de l'Etat sur la société. Ils ont été créés par amour de l'ordre. »

Disons les choses autrement : ces données sont essentielles puisque la stratégie discursive des hommes politiques consiste à résumer le plus possible la question du travail à celle du nombre des chômeurs, évacuant

par là toutes les autres problématiques comme non pertinentes. En focalisant l'attention sur les indicateurs, on oublie des réalités très simples. Par exemple, que le partage du travail existe déjà dans les faits avec le chômage justement, des emplois précaires, des temps partiels forcés, des stages...

Finalement, peu importe la valeur informative de ces chiffres, elle est avant tout suggestive. Il s'agit de croire aux indicateurs économiques. Si les idées politiques ne sont que billes, le chiffre au moins, pense-t-on, détient une objectivité irrécusable. On nous suggère de continuer à croire en la valeur travail car l'emploi lui-même va de nouveau toucher de ses bienfaits tous ceux qui en sont momentanément privés. Chacun aura appris à faire le lien entre le loyer de l'argent à court terme ou l'inflation et l'avenir de son emploi. Mais surtout, chacun aura appris à espérer en ce travail aliénant qui est l'horizon le plus proche de la plupart d'entre nous. C'est bien connu, et bien répété, c'est déjà pas si mal d'avoir un boulot.

La carrière politique des prétendants au pouvoir est désormais liée à leur capacité à discourir du chômage, à emboucher la trompette de la reprise. Mais de quelle reprise est-il question sinon des affaires ? Est-il question, chez quiconque, de reprendre le tissu social qui part en guenilles parce que des hommes, aujourd'hui à la dérive, ont cru dans le boniment qui liait leur avenir, leur vie, aux indicateurs économiques ? Les communistes sacrifieraient les hommes sous la roue de l'histoire, les capitalistes leur préfèrent les indicateurs.

La police a ses indicateurs, la pensée économique aussi.

Sic (Besançon)

(1) Compter les chômeurs, Jean-Louis Besson, PUL, 1981.

Camping anarchiste du vendredi 5 au mardi 16 août 1994

« Les Sillons »

23800 La Celle-Dunoise (Creuse)

Le lieu choisi est le terrain de camping « Les Sillons » (camping une étoile, moins de 10 F par jour). Téléphone : 55.51.21.18. Ce camping sera l'occasion de comparer les pratiques de groupes militants et de se rencontrer dans un cadre agréable et une ambiance détendue.

La journée, chacun pourra profiter de la nature environnante : randonnées, baignade, équitation, canoë, vélo (location), basket, volley, tennis, tir à l'arc.

Un débat pourra être organisé chaque soir. Les groupes voulant organiser une discussion sur un sujet sont invités à le faire. Amenez vos tentes.

Pour tout renseignement : Pulaïoki, librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : (1) 48.05.34.08. Ce camping est ouvert à tous les libertaires.

Rwanda : l'alibi humanitaire

(suite de la « une »)

français n'est pas neutre dans l'affaire : comment celui qui a soutenu jusqu'au bout le dictateur Habyarimana pourrait-il ne pas soutenir les massacreurs d'aujourd'hui qui sont, principalement, les forces gouvernementales (dont la Garde présidentielle, véritable commando de la mort) et les groupes armés Hutus ? Comment ces mêmes forces vont-elles interpréter l'arrivée de ceux qui les ont militairement formés ? Ensuite, le FPR doit éliminer l'étiquette « tutsi » qu'on lui a habilement collé sur le dos ; pour cela, il se doit de se montrer seul garant de l'intégrité physique des populations (essentiellement « hutues »), présentes sur les terri-

toires qu'il contrôle, avec aussi, en ligne de mire, de possibles élections générales au cours desquelles l'étiquette ethnique viendra sans aucun doute polluer le débat démocratique.

A cela s'ajoutent les problèmes régionaux que cette intervention peut impliquer : les troupes françaises se sont installées au Zaïre, dans une région de réfugiés tutsis de la seconde génération (ceux-là même qui, d'Ouganda, forment les troupes du FPR) et qui, d'autre part, est contrôlée par l'opposition radicale zairoise au discours anti-Français fort marqué. Les risques d'affrontement ne sont donc pas à écarter, ce qui explique les rafles contre les Tutsis perpétrées

par l'armée zairoise. Enfin, si jamais les troupes françaises devaient intervenir et stationner directement au Rwanda, cela pourrait préfigurer une partition du pays en deux zones... et sonner le glas de l'ambition nationale du FPR.

Bas les pattes ! — Cette intervention de l'armée française témoigne de la volonté de l'Etat de sauver la mise de l'ex-parti unique, celui qu'il a soutenu politiquement et économiquement durant des lustres. Mais sous le vernis humanitaire, il y a toujours cette volonté de s'affirmer comme le partenaire inévitable (et obligatoire) des Etats africains francophones mais aussi l'incapacité à imaginer une politique africaine

faisant le choix d'abandonner les pouvoirs délégitimés et de jouer la carte des oppositions démocratiques. Pourtant, la plupart des régimes issus de la vague de démocratisation des années 90 ont témoigné rapidement leur allégeance à l'ancienne puissance coloniale.

Reste que la nouvelle implication des Etats-Unis sur le continent, non plus en tant que bailleurs de fonds de guérillas anti-communistes mais comme puissance financière avide de nouveaux marchés économiques potentiels (notamment autour d'une Afrique du Sud pacifiée) et la mise à mort de la zone franc indiquent que l'Etat français n'est plus à même de gérer son pré carré comme par le passé, et qu'il va devoir compter

avec d'autres puissances concurrentes (2).

Le devoir d'ingérence humanitaire (Somalie hier, Rwanda aujourd'hui), comme celui de la défense du droit international (Koweït hier... et demain ?) ne sont plus que des alibis dont se servent les Etats impérialistes pour maintenir ou consolider leur hégémonie dans leurs zones d'influence.

Patsy (gr. Witkop - Nantes)

(1) Baumelet met ainsi de côté tous les traumatismes inhérents à la période coloniale, traumatisés nombreux, politiques, sociaux et culturels (cf. « Massacres « ethniques » aux origines coloniales », ML n° 956, du 5 mai 1994).

(2) Avec le risque que certains dirigeants africains aillent se vendre au plus offrant comme ils le firent ou menacent de le faire par le passé (Mobutu, Bongo...).

Réflexions sur la désagrégation de la Yougoslavie

(suite de la « une »)

les événements qui ont provoqué sa destruction finale. Face à la profonde crise économique et sociale des années 80, le centre politique fut impuissant et incapable de proposer des solutions sérieuses, et ce fut au niveau des républiques, notamment en Slovincie et en Serbie, que l'on proposa des sorties de la crise. Mais les plans des dirigeants slovènes et serbes ne concernaient que leur propre république et nation. Le pouvoir communiste, tout en tenant un discours sur la fraternité et l'unité entre les peuples, sur la solidarité, avait en fait créé les conditions et les instruments de la désagrégation de l'Etat yougoslave. Il ne s'agit pas de dire que l'éclatement de la Yougoslavie était fatal mais d'insister sur les causes structurelles de sa désagrégation. Au moment de la crise finale du « socialisme autogestionnaire » et du communisme de type soviétique en URSS et dans les pays d'Europe centrale et orientale, le pouvoir central ne parviendra pas à imposer un

programme commun de sortie de crise. Et il fut plus simple pour les dirigeants communistes des républiques, soucieux de préserver leur pouvoir, d'organiser des élections à l'échelle de leur république plutôt que sur le plan yougoslave. La vie en commun était possible, et ce ne sont pas les populations qui ont le plus œuvré à la destruction du pays mais les dirigeants et les élites nationales qui ont imposé, à force de propagande, la logique du partage et de la séparation. Les travailleurs de Yougoslavie avaient les mêmes préoccupations existentielles ; ils faisaient grève ensemble sans aucune distinction d'appartenance nationale ; ils souhaitaient avant tout une amélioration de leur situation. La réussite des communistes, particulièrement en Serbie, fut de parvenir à détourner à leur profit les frustrations, les revendications ouvrières qui remettaient en cause l'assise politique et idéologique du Parti. Alors que la première tâche du Parti était de travailler à l'amélioration de la situation économique au profit de tous, en l'espace de quelques mois, en 1987, les dirigeants en Serbie vont placer les intérêts du peuple serbe au premier plan et plus précisément la question du Kosovo. Et une grande partie de la population tomba dans le piège, par immaturité politique. Plutôt que de chercher et d'élaborer des solutions pour l'ensemble de la population yougoslave, les différentes directions

politiques (à vrai dire surtout en Serbie et en Slovincie) prônèrent des voies égoïstes pour régler les problèmes. Les communistes serbes adoptèrent le projet de Grande Serbie, à savoir l'idée de rassembler tous les Serbes dans un seul et même Etat. A cette fin, il travailla sans relâche par l'intermédiaire de la presse et de la télévision à développer et à diffuser la haine contre les autres, notamment en exploitant et manipulant le passé de la Seconde Guerre mondiale. En Croatie, le nouveau pouvoir non communiste commit de nombreuses

« Ce ne sont pas les populations qui ont le plus œuvré à la destruction du pays... »

erreurs vis-à-vis des Serbes en voulant notamment croatiser (à savoir déserreriser) l'appareil administratif, la police... La question des rapports des Serbes avec le nouveau pouvoir croate pouvait être réglé dans le champ politique. Il en fut décidé autrement à Belgrade. Le projet de constitution de la Grande Serbie impliquait la guerre sur les territoires croates et bosniaques où vivaient des Serbes, mais pas toujours. Le pouvoir nationaliste croate montra qu'il n'était pas opposé à un dépeçage de la Bosnie. C'est la Bosnie et sa population qui ont souffert et souffrent encore le plus de la guerre. La cohésion et l'unité de

cette république ont été remises en cause de l'extérieur (par les pouvoirs nationalistes en Serbie et Croatie) et de l'intérieur (par les partis liés aux pouvoirs en Serbie et en Croatie, à savoir le SDS et le HDZ). L'erreur du Parti de l'action démocratique (SDA) d'Alija Izetbegovic est d'avoir légitimé la logique du partage en Bosnie, notamment en ce qui concerne les fonctions politiques et sociales, où l'attribution des postes se faisait sur la base de l'appartenance nationale et non des compétences individuelles. Izetbegovic, après la tenue des premières élections libres, fin 1990, se prononça pour une coalition avec les partis nationaux serbe et croate et pour une politique d'accord entre les peuples et non entre les individus ou groupes d'individus (citoyens). A ce jeu, il s'est très vite fait dépasser par Radovan Karadzic, le leader du SDS. Aujourd'hui, de nombreux intellectuels français tentent de faire passer Izetbegovic pour le défenseur de la société civile !

La guerre en Bosnie est avant tout une guerre de conquête des forces armées serbes qui a pris la forme d'une guerre contre les civils. L'armée serbe qui a conquis 70% du territoire bosniaque a mené des combats la plupart du temps contre les habitants désarmés des villes et villages. Depuis 1992, une armée bosniaque s'est créée et s'est progressivement structurée et armée. La Bosnie, qui comptait un peu plus de quatre millions

d'habitants, s'est vidée de la moitié de sa population. Les combats entre les forces armées croates (HVO) et l'armée bosniaque ont pris fin en mars 1994, et, sous le patronage des Etats-Unis, un projet de fédération croato-bosniaque a été adopté. On peut toujours se méfier des créations de fédérations instaurées par le haut, sans consultation et surtout sans la participation des populations. Le plus inquiétant, c'est que la logique des communautarismes et du partage des fonctions politiques sur la base d'une appartenance nationale (un Bosniaque musulman à tel poste, un Croate à un autre) perdure dans la nouvelle fédération. S'il est évident qu'il faut s'opposer aux agressions nationalistes, aux militarismes, la question se pose également de savoir quelle Bosnie il faut défendre. Ce qui est certain, c'est que nous ne nous jetterons pas, à l'inverse de certains intellectuels (BHL et compagnie), dans les bras des dirigeants bosniaques et que nous ne cautionnerons aucun Etat bosniaque (de même qu'aucun Etat serbe de Bosnie...), d'autant plus s'il est constitué sur la base du communautarisme. En fait, il ne s'agit pas de défendre un Etat mais un certain mode de vie ou une société basée sur la tolérance, le mélange des influences culturelles, le respect de l'individu. On peut s'opposer au fascisme sans pour autant s'aveugler et tout en demeurant critique.

Ivan Tomic

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
PRAGUE - 7 au 10 JUILLET

« III^e Rencontre
des anarcho-syndicalistes
de l'Est et de l'Ouest »

ASI c/o Andrej Funk
Druzstevni Ochoz 25, 14000 Praha
(République tchèque)

SUÈDE

XXV^e Congrès de la SAC

et rencontre syndicaliste internationale

Du 11 au 18 juin dernier, s'est tenu, à Östersund, dans le nord de la Suède, le 25^e Congrès de l'Organisation centrale des travailleurs suédois, *Sveriges Arbetaren Centralorganisation* (S.A.C.) en suédois. A côté du congrès, une rencontre syndicaliste internationale, avec la participation de la C.G.T. d'Espagne, de l'Unicobas d'Italie et de la K.A.S. de Moscou, a retenu l'orientation de proposer aux syndicalistes alternatifs d'Europe une campagne commune contre l'exclusion sociale.

CRÉÉE EN 1910 sur le modèle de la C.G.T. française, alors syndicaliste révolutionnaire, la S.A.C. avait le projet d'impulser parmi les travailleurs de Suède un nouveau type de syndicalisme prônant l'indépendance vis-à-vis des partis politiques, la décentralisation du fonctionnement syndical et un projet libertaire de socialisme. En 1920, elle fut une des organisations syndicales révolutionnaires qui, avec la C.N.T. d'Espagne, surent résister, après la révolution russe, au mirage léniniste. La S.A.C. fut partie prenante de la constitution de la seconde A.I.T.

Implantée surtout dans les mines et parmi les travailleurs des forêts — richesses nationales de la Suède — plutôt dans le Nord, la S.A.C. a dépassé 30.000 adhérents dans les années trente. Les membres de la S.A.C. sont porteurs d'une identité très forte : ils s'intitulent « syndicalist », mot qui a conservé en suédois son sens d'origine, celui de la révolution syndicaliste, de l'action directe et de l'antétatisme. L.O., syndicat social-démocrate, avec environ 2 millions d'adhérents et le contrôle de l'embauche dans de nombreux secteurs industriels, paie des cotisations au parti socialiste et relaie les positions idéologiques et politiques de ce dernier parmi les travailleurs.

La modernisation technique de l'exploitation forestière et des mines a porté des coups très durs à la S.A.C. Peu à peu, elle s'implante dans les grandes villes du sud de la Suède, surtout dans le secteur public, la poste, la santé, l'enseignement et compense en partie les pertes enregistrées dans ses secteurs traditionnels de syndicalisation. Aujourd'hui, elle rassemble un peu plus de 13.000 adhérents, jeunes pour la plupart, dans 54 fédérations locales de syndicats.

Outre l'examen de l'activité confédérale des dernières années, les débats du congrès devaient déterminer quel serait l'avenir de la presse confédérale. Il a été décidé de continuer la parution de l'hebdomadaire *Arbetaren* malgré des difficultés financières dues à la crise. Ce qu'il était convenu naguère d'appeler le modèle



Les délégués du congrès défilent dans Östersund. Photo J. Toublet.

suédois est en effet bien fini. La crise touche l'ensemble des régions. Le chômage, aujourd'hui, frôle les 7% de la population active (1).

La guerre de la publicité dans la Poste

Le syndicat de la poste de Stockholm a défrayé, il y a quelques mois, la chronique sociale de la Suède, où les grèves sont rares. Peut-être parce que, durant les cinquante ans de gouvernement social-démocrate, une législation antigreve a été adoptée par le Parlement, qui considère comme illégale une grève non « couverte » par un syndicat. Et L.O. ne peut être accusée d'être grévicière...

A la suite d'une modification du règlement de la poste, les facteurs

suédois, en 1993, se virent obligés de distribuer, durant leur tournée, outre le courrier, un nombre toujours plus grand d'imprimés publicitaires divers. La durée des tournées et les conditions de la distribution s'aggravèrent tellement que les facteurs de la S.A.C. de Stockholm décidèrent, le 13 décembre dernier, d'arrêter cette distribution. Leur action recueillit l'appui des autres facteurs, tant et si bien que la direction de la Poste lock-outa tous les postiers de la S.A.C. Les médias se saisirent de l'affaire ; le syndicat postal de L.O., dont le secrétaire est trotskiste, refusa de soutenir le mouvement.

Une journée de grève de la poste fut lancée à Stockholm par la S.A.C. et fut bien suivie. Des membres de L.O. s'affilièrent à la S.A.C. Devant la mobilisation qui s'opérait, la

direction de la Poste recula, leva le lock-out et admit que les facteurs pouvaient refuser de distribuer la publicité... Le retentissement de ce conflit a accru le prestige de la S.A.C. L'organisation trotskiste locale a même cru devoir réprimander le camarade secrétaire du syndicat postal de L.O.

Durant le conflit, les postiers de la C.G.T. espagnole de Barcelone bloquèrent à plusieurs reprises le courrier vers la Suède ; lors du congrès, les délégués du syndicat postal de Stockholm les remercièrent pour ce geste de solidarité ouvrière internationale.

Une conférence syndicaliste internationale

A côté du congrès proprement dit, les camarades de la S.A.C. avaient lancé des invitations pour une réunion internationale, dans le prolongement de la rencontre du syndicalisme alternatif européen des 29, 30 novembre et 1^{er} décembre 1991, à Barcelone.

Étaient présents, entre autres, le groupe éditeur de *A Batalha*, du Portugal ; la Confédération italienne de base-Unicobas d'Italie ; la C.G.T. d'Espagne ; la K.A.S. de Moscou ; le L.A.B. du Pays basque. La seule délégation française était celle du Syndicat des correcteurs C.G.T.

Chacune des délégations exposa la situation sociale dans son pays ; il fut ainsi possible de mesurer les évolutions tant des organisations que de l'état des mouvements revendicatifs. Partout en Europe, le chômage augmente, la précarité gagne, la classe dirigeante et ses représentants politiques se font toujours plus arrogants et accroissent sans cesse leurs exigences ; partout, les salaires et le niveau de vie des travailleurs sont attaqués ; partout, les agressions contre la protection sociale se multiplient.

En revanche, chacun a observé que la solidarité et surtout l'action commune entre les travailleurs des diverses régions de l'Europe ne sont, trop souvent, qu'épisodiques ou velléitaires. Le représentant de la C.G.T. d'Espagne fit remarquer que, malgré un développement quantitatif de son organisation, notamment à la suite de la grève générale lancée par la C.G.T., l'U.G.T. et les C.C. O.O., il était parfois difficile que les sections syndicales, actives dans leur entreprise, examinent ces questions. Il soulignait également que le sectarisme, cette plaie du mouvement

social et du syndicalisme, ne reculait pas. En Italie, par exemple, une scission a affaibli la coordination des comités de base. La C.G.T. d'Espagne estime qu'il est nécessaire d'impulser des actions en commun, à tous les niveaux.

En Italie, de nombreux militants souhaitent développer la coordination entre les diverses branches du syndicalisme alternatif, et des conversations se poursuivent afin de réunifier les cobas. Il manque, néanmoins, des projets communs en Europe.

La K.A.S., Confédération anarcho-syndicaliste, s'est réduite à n'être qu'une petite organisation, nous confirma notre camarade russe. Certains de ses militants tentent de créer une Confédération du travail (2), d'orientation syndicaliste et qui entend s'opposer à la privatisation de l'appareil de production.

Une proposition

Les diverses organisations représentées ont retenu l'orientation de proposer à toutes les structures syndicales alternatives et indépendantes, à toutes les associations et groupes du secteur social qui luttent pour le droit au logement, contre la précarité, contre le chômage, d'organiser en commun, ensemble, au niveau européen, y compris à l'Est, une campagne internationale contre l'exclusion sociale. En particulier, de mesurer un temps fort, dans chacun des pays concernés, le même jour, temps fort qui pourrait prendre la forme de manifestations ou de rassemblements, de meetings, d'occupations de lieux symboliques...

Chacune des délégations est maintenant à l'œuvre. Sera-t-il possible aux syndicalistes révolutionnaires, aux anarcho-syndicalistes, aux syndicalistes autogestionnaires, aux syndicalistes alternatifs de passer à l'acte, et de le faire ensemble, de Moscou à Paris comme de Stockholm à Séville ? De montrer aux travailleurs, comme à ceux que la précarité frappe, qu'autre chose existe que les machines qui n'ont de syndicales que le nom, et que cette chose peut grandir pour organiser la résistance ?

Jacques Toublet

(1) Rappelons que le taux de chômage, par rapport à la population active, dépasse, en France les 12% et approche les 25% en Espagne...

(2) Konfederatsia Trouda.

MONTPELLIER

Les petits soldats de l'ordre

A MONTPELLIER, on mobilise. On n'y déclare pas la guerre à la pauvreté mais d'abord à l'« insécurité ». La bataille des municipales commence tôt et mal...

C'est à une véritable mobilisation générale en faveur de mesures sécuritaires qu'appelle depuis plusieurs semaines la Mairie de Montpellier. Vocabulaire martial des affiches et petits drapeaux entrecroisés évoquant la patrie en danger, n'auront pourtant pas suffi pour faire de cette campagne démagogique une victoire municipale. Trop c'est trop, et Georges Frêche, le maire socialiste, a même dû se battre à front renversé (si l'on peut dire !) puisque le Préfet de Région s'est désolidarisé de sa démarche en la jugeant outrancière. A démagogisme, démagogisme ! Décidément, le fond de boutique Pasqua est l'objet d'une concurrence acharnée et qui ne recule devant aucun moyen. Mais la mise en condition de la population devait culminer le samedi 18 juin par un

« grand forum sur la sécurité ». Manque de chance pour ses organisateurs, la veille, une décision de justice invalidait un arrêté municipal visant ni plus ni moins à chasser les « indésirables » du centre-ville (traduire les pauvres, clodos et autres SDF qui dégueulassent le paysage urbain et font du tort au tiroir-caisse touristique). C'est à l'initiative des camarades de Vivre au Présent que cette réglementation ubuesque a été annulée. A la Mairie, où tout fait vent, on explique benoîtement que cela démontrera qu'en matière de sécurité la municipalité a les mains liées. Dans ce contexte, le groupe FA de Montpellier a décidé d'intervenir pour dénoncer la première des insécurités, celle du chômage, de la pauvreté et de la précarité. Une dizaine de camarades se sont relayés toute la journée du 18 juin pour distribuer un tract remettant les choses à leur place. Dans le même temps, les groupes libertaires ISA et Vivre au Présent sont intervenus par

la dérision, en réclamant plus de coups, de matraques et de répression. Ce qui n'est finalement que la logique à l'œuvre dans les propositions municipales, au grand dam des anciens soixante-huitards notabilisés dont les sourires de connivence feinte ont vite tourné au jaune. Reste que l'ordre moral progresse et que l'extrême droite ravage encore plus les têtes que les urnes. Les municipales de 1995 vont être, c'est évident, l'occasion de « propositions » et surenchères nauséabondes. A Montpellier, pour rester dans la course, la municipalité met le paquet en la matière. C'est à peine si cette « gauche » finissante excipe de la « nécessité de la prévention » comme d'un cache-sexe voilant l'obscurité de sa vérité toute nue : la seule solution qu'il lui reste contre la misère, c'est le bâton. Nous ne la laisserons pas faire.

G.D.
(sympathisant du groupe FA de Montpellier)

DIJON : UN COMPAGNON NOUS A QUITTÉS

Ni dieu ni maître

RICHARD ROUGET, notre compagnon, nous a quittés le jeudi 9 juin, à l'âge de 41 ans, à la suite d'une longue maladie.

Sa silhouette était bien connue dans les manifestations politiques. Il n'a jamais cessé de militer pour le mouvement anarchiste.

Notre tristesse est grande, mais comme l'aurait souhaité notre compagnon, nous devons encore, et plus que jamais, défendre nos idées (l'antimilitarisme, l'antifascisme, l'amour de la liberté et la dignité humaine).

Nous pensons chaleureusement à sa compagne, à sa petite fille Justine et à sa famille.

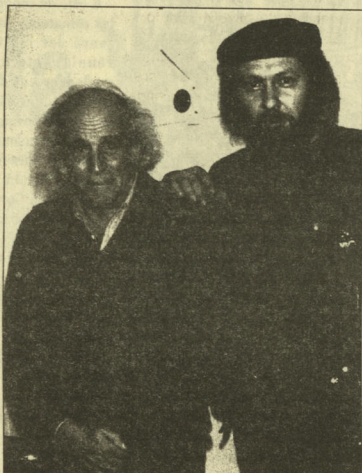
Pour lui qui aimait Léo Ferré, compagnon d'anarchie, voici quelques vers du poète :

*« A cette nuit comme une sœur de charité
Longue robe traînant sur leurs pas de bravade
Caressant de l'ourlet les pâles camarades
Qui venaient causer de rien ou d'amitié*

*Nous avons eu
nos nuits
Richard, eh ! Richard »*

Vive l'anarchie !

Groupe de Dijon



Richard Rouget avec Léo Ferré.

SOUSCRIPTION
40 980 francs
pour l'opération
« 30 000 F
pour la librairie
du Monde Libertaire »

La semaine dernière, nous faisons état du versement d'une somme de 37 600 F au profit de notre librairie, voici la suite de la liste des souscripteurs.

Mathieu Primo : 50 F ; Jean-François Zani : 50 F ; François Jule : 100 F ; Etienne Michel : 200 F ; Philippe Garnier : 300 F ; Michel Butin : 40 F ; Groupe FA de Rennes : 500 F ; Frédéric Garcia : 100 F ; Hugues Strozza : 50 F ; Anne Chauvin : 1 000 F ; Danielle Defontaine : 100 F ; Nicolas Duquenne : 50 F ; Heidi Seray : 340 F ; Audouin : 500 F.

Total : 3 380 F
TOTAL GÉNÉRAL : 40 980 F

BRETIGNY-SUR-ORGE

Solidarité avec les maîtres auxiliaires étrangers

Nous publions un texte résultant d'une assemblée générale des enseignants au lycée de Brétigny, qui s'est déroulée le 7 juin 1994, et dans laquelle plusieurs militants libertaires (CNT-Education 91) ont pris bonne part. Cela concerne l'« affaire » des maîtres auxiliaires étrangers qui sont menacés de reconduite à la frontière si les différents rectorats (sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale) obéissent aux pressions de Pasqua, qui consistent à inciter à la « préférence nationale » ; les étrangers

devenant alors expulsables s'ils n'ont pas de contrat de travail... Cela concerne 3 000 maîtres auxiliaires étrangers, qui sont souvent mariés, diplômés, installés, avec des enfants... Il y a eu deux manifestations à Paris (les 8 et 15 juin). Il existe également une Coordination nationale des maîtres auxiliaires étrangers.

« Cinquante ans après la chute du nazisme, le ministère de l'Intérieur prétend faire la chasse aux ouvriers et aux jeunes lycéens étrangers.

Aujourd'hui, on menace les professeurs et médecins étrangers (qui ont pourtant, depuis des années, fait preuve de leur qualification). Pour faire bonne mesure, certains accusent également les femmes d'occuper les emplois des chômeurs. Les étrangers à la frontière, les femmes au foyer ! Ceci est d'une gravité exceptionnelle.

Enseignants, nous nous élevons contre le fait que les rectorats répondent de façon complaisante aux injonctions racistes du ministère de l'Intérieur.

Nous sommes solidaires de tous les collègues étrangers. Notamment sur notre lycée, nous exigeons que tous les collègues étrangers soient maintenus sur leurs postes.

Afin de ne pas avoir honte une nouvelle fois d'être nés Français, il ne sera pas question pour nous d'assumer la rentrée sans eux. »

(AG des enseignants du lycée Jean-Pierre Timbaud de Brétigny-sur-Orge - 91)

N.B. pour tout renseignement, téléphonez au : 43.99.13.40.

Nouvelles du front

« ACTION 7 JOURS » : UNE PLAINTE CONTRE UN OBJECTEUR

Il y a plus d'un an, en février et en mai 1993, le Mouvement des objecteurs de conscience lançait deux actions de grève, la première de six jours et la seconde de sept. Ces actions étaient légalement considérées comme des actes de désertion, au-delà des cinq jours d'absence « autorisés ».

L'Etat et l'armée n'avaient pas encore jugé bon de pénaliser les grévistes autrement qu'en rajoutant les jours de grève en fin de service. Il semble que ce ne soit plus le cas. En effet, notre compagnon Bertrand Dekoninck, militant du groupe Louise-Michel de la FA, à Paris, et objecteur de conscience, a été convoqué par la gendarmerie le 12 juin dernier pour se voir signifier une plainte à son endroit pour « incitation à la désertion », déposée par un militaire de Tarascon. C'est le premier objecteur à être inquiété de la sorte à la suite de cette action.

En effet, lors de l'« Action 7 Jours », en mai 1993, une caravane d'objecteurs en grève et d'objecteurs insoumis avait fait un tour de France. Leurs véhicules de location étaient abondamment décorés d'affiches annonçant la couleur : « Des objecteurs désertent ! ». C'est sur ces affiches que porte la plainte, le militaire ayant relevé les numéros d'immatriculation de deux véhicules.

Il se trouve que notre compagnon avait été chercher l'un des véhicules, et qu'il avait donc présenté son permis de conduire à l'agence de location. Le Procureur de la République de Marseille a enregistré la plainte et a mené l'enquête. Il lui aura tout de même fallu un an pour retrouver notre camarade, qui ne se cachait pourtant pas. C'est dire si cette affaire, à suivre, risque de ne pas trouver son aboutissement (des éventuelles inculpations et un procès) avant quelque temps !

Associations

PARIS : MANIFESTATION CONTRE L'ÉLARGISSEMENT DE LA RUE DE FLANDRE

Le Collectif des associations de la rue de Flandre et Ecolo J appellent à une manifestation contre l'élargissement de la rue, envisagé par la Mairie du 19^e. Elle aura lieu le samedi 2 juillet à 15 h, rendez-vous à l'angle de la rue de l'Ourcq et de la rue de Flandre, avant de partir vers la mairie, place Armand Carrel.

PARIS : JOURNÉE DE L'AUTO-PRODUCTION

Livres, fanzines, tee-shirts, badges, labels... se donnent rendez-vous le dimanche 3 juillet à partir de 14 h, au 28, rue Gauthey (M^o Brochant), 75017 Paris. A partir de 19 h, bouffe végétarienne suivie d'un concert : « Rock against majors ».

TUNNEL DU SOMPORT : APPEL A TÉMOINS

Le dimanche 22 mai, en Vallée d'Aspe, des personnes qui descendaient la RN 134 se sont vues copieusement arrosées de grenades lacrymogènes avant l'entrée du chantier. Il a donc été décidé de porter plainte contre les

gardes mobiles. Des appels à témoins sont donc lancés. Contactez le Collectif « Pirates », Montoulieu - Saint-Bernard, 31420 Aurignac.

ARTIGUES (ARIÈGE) : FESTIVAL « NOTES EN BULLE » (RAPPEL)

L'association « Els Segadors » vous propose « sept jours de fête en chansons », du 16 au 22 juillet, dans le cadre du 2^e festival « Notes en bulle » d'Artigues.

Au programme : Luc Romann, Roger Lahaye, Valérie Ambroise, Jacques Lebouteiller, Eric Fraj, Mörice Benin, Manu Lann-Huel, Elisabeth et Guimou de la Tronche, François Budet, Claude Antonini, Louis Capart, Christian Paccoud, Alain Aurenche et bal folk. (Un service garderie est assuré durant les spectacles.)

Outre les concerts, qui se dérouleront chaque jour à 17 h et 21 h 30, vous sont proposés : diaporamas, randonnées, spectacles de rue, tir à l'arc, canoë-kayak, VTT, expositions.

Pour tout renseignement détaillé (spectacles, tarifs, hébergement, accès...), contactez l'association « Els Segadors », 09460 Artigues. Tél. : 68.20.40.76.

POLAR

« La Femme truquée »

Serge Livrozet - éd. Engrage

IL NOUS FAUT REMERCIER Thierry Maricourt d'avoir édité *La Femme truquée*, de Serge Livrozet, dans la collection « Envers », qu'il dirige chez Engrage (1). C'est de la belle ouvrage. Mais il y a mieux encore. Tout le monde, ou presque, aujourd'hui, connaît Serge et attend avec impatience ou curiosité sa nouvelle production. Pour beaucoup, il s'agit d'un homme qui a connu la prison et s'est insurgé contre la société qui fabrique avec bonne conscience les délinquants qui lui servent de prétexte à se doter d'un puissant arsenal répressif. Il s'est enfin dressé comme un véritable théoricien de la pensée libertaire.

Gardien du feu de l'idéal anarchiste, il est identifié comme un brillant essayiste et un redoutable pamphlétaire. On attend de lui des brûlots comme *De la prison à la révolte* ou *La Dictature démocratique*. On oublie qu'il en est à son sixième roman.

Le Sang à la tête et Jéva de Nazareth ont, par exemple, obtenu un franc succès. Et il y a eu *L'Outrage en plus*, en 1992. Nous avions remarqué, à ce moment-là, que Serge démarrait en force sur le roman noir. Et, surtout, il arrivait habilement à glisser les idées libertaires à travers les lignes de son récit, ce qui est une autre façon de poursuivre son inlassable travail de sape de la « dictature démocratique ».

C'est pourquoi nous étions nombreux à nous demander comment il allait s'y prendre avec son nouveau livre. Nous n'avons pas été déçus. D'abord, il a

conservé sa plume au vitriol. Les formules lapidaires sont toujours là, fidèles au rendez-vous. Pour ce qui est du roman noir lui-même, nous sommes servis. La progression du récit fait monter la pression et nous ménage de francs moments de suspense. *La Femme truquée* est un livre très bien construit. Serge Livrozet, sur le plan technique, y fait montre d'une telle virtuosité que nous devons désormais le situer au niveau des meilleurs spécialistes du genre, comme Gérard Delteil ou Didier Daeninckx.

De plus, il nous propose une réflexion, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle s'avère très caustique, sur l'ancien article 64, qui pose la question de la responsabilité du sujet au moment du crime. Est-il responsable ? Est-il accessible à une sanction pénale ? Ou bien faut-il l'enfermer dans un établissement psychiatrique ?

La Femme truquée, comme beaucoup d'autres femmes, a subi les pires avatars de la part d'hommes qui sont de véritables crétiens et de sombres brutes. Mais elle s'est révoltée. Et de manière fracassante. Seulement, à quel prix ? Dis-moi, Serge, est-il vrai que tu soies si désespéré que cela ?

Jacques Lesage de la Haye

(1) Serge Livrozet, *La Femme truquée*, éditions Engrage, 258 pages.

Prix : 150 F (ajoutez 10% de frais de port). Chèque à l'ordre de Publico. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

UNE NOUVELLE EMISSION
SUR RADIO LIBERTAIRE

« Pensées à débattre »

Le mercredi, de 16 h 30 à 18 h30, tous les quinze jours, en alternance avec l'émission du lycée autogéré de Paris, une nouvelle émission, « Pensées à débattre » se propose de présenter des idées et pensées critiques sur notre société actuelle, de penseurs, écrivains, psychologues, philosophes, sociologues humanistes, dont les analyses appartiennent ou sont proches de celles du mouvement libertaire. Tous les champs de débat, comme l'économie, la politique, l'information, la justice, l'éduca-

tion..., seront abordés en présentant les dires d'un ou plusieurs auteurs et en les débattant, avec l'aide des questions des auditeurs.

Les trois premières émissions ont présenté la vie et l'œuvre de Wilhelm Reich, le concept de communisme libertaire à partir du congrès de Saragosse de la CNT espagnole en 1936 et, le 29 juin, « psychanalyse et révolution », avec Roger Dadoun.

Le thème de la prochaine émission, qui se déroulera le 13 juillet, sera : « La pensée de Pierre Kropotkine », avec Yves Peyraut. Autre émission en préparation : « La manifestation médiatique », à partir de la pensée de Chomsky ; « La toxicomanie : malaise de civilisation ».

Daniel David

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
chaque jeudi
de 7 h 30 à 9 h
« Agora »
(émission animée par Claire Auzias)

Amies lectrices amis lecteurs

Pour assurer le succès du n° d'été du *Monde libertaire*, qui sortira le jeudi 7 juillet, une affiche deux couleurs (rouge et noir sur fond blanc), en deux formats (45x60 et 64x90) vient d'être éditée.

L'illustration, commune aux deux formats, montre, à travers ses différentes maquettes, la continuité de notre titre depuis sa création, en 1895, et la permanence de nos idées.

Un effort financier important a été fait pour que les groupes, liaisons et individuel(le)s FA puissent en acheter et en coller un grand nombre.

Prix de vente :
— 2,50 F à l'unité (jusqu'à 49 affiches), 100 F les 50 affiches et 150 F les 100 (petit format) ;

— 2,80 F à l'unité (jusqu'à 49 affiches), 125 F les 50 affiches et 180 F les 100 (grand format).

La trésorerie fédérale s'associe à cet effort de propagande, en prenant à sa charge les affiches des groupes, liaisons et individuels(le)s disposant de peu de moyens. La contacter rapidement, en lui écrivant à notre librairie. Les affiches seront disponibles depuis le 22 juin. Pour plus d'efficacité, la campagne de collage devrait s'effectuer jusqu'au 15 juillet.

Jean-Jacques Legois
(administrateur ML)

LYON

JEUDI 30 JUIN - 20 h 30

Fête de la fermeture estivale du « Café libertaire »
concert acoustique avec EMPP
au « Café libertaire », librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon
(entrée par l'allée)
Tél. : 72.00.94.10

(Le « Café libertaire » sera fermé en juillet et août)

GRENOBLE : LE 102 EN
PROCÈS (suite du ML n° 963)

La commission communale de sécurité avait jugé que le 102, rue d'Alembert, devait fermer par manque de mise en conformité. Passant outre, ses animateurs, qui avaient depuis entamé des réflexions, se sont vus traîner devant le tribunal correctionnel de Grenoble, le lundi 20 juin. Le Procureur a réclamé 10 000 F d'amende. Le verdict sera rendu le mardi 5 juillet à 14 h. Rendez-vous, donc, au tribunal, pour soutenir le 102.

VIDÉO « LA RUE NOUS
APPARTIENT »

Pour les groupes qui voudraient la faire circuler à l'occasion de soirées thématiques militantes, la cassette vidéo *La rue nous appartient* (réalisation Michèle Rollin) est disponible à la librairie du Monde Libertaire. S'y renseigner sur les modalités d'acqui-

sition (duplication éventuelle nécessitant une participation aux frais).

La rue nous appartient (30 mn) est un portrait de la FA à travers ses positions sur l'immigration. A cela s'ajoute une interview de Serge Livrozet et un entretien avec des membres du Comité national contre la double peine (10 mn).

ORDRE MORAL :
UN DÉBAT RÉUSSI

A Paris, le 24 juin, de 40 à 50 personnes étaient serrées dans le local exigü du groupe Louise-Michel... Le débat sur l'ordre moral a donc été un succès.

Les organisateurs tiennent à remercier Xavier Pasquini, de *Charlie Herbdoo*, pour sa contribution sur les sectes et sa défense de la laïcité, ainsi que Hélène Hernandez, du groupe Pierre-Besnard, pour avoir introduit le débat.

Souscription ML

Janvier 1994

Argoud, B. Neullas, C. Sagliet-Laforge, Lallemand, Chapellier, Pignot, Bellaton, Bes, Sauvage, Combes, J.-L. Saintain, Goadoué, Quarez, Rochard, Gourdon, G. Ferrié, A. Zamoum, Cergio, Ferrachat, Maillot, Goulet, M. Martinez-Tudela, V. Tixier, C. Kaminsky, M. Berthon, M. Tejada, Pataud, Clamens, Martin, A. Chauvin, W. Derivaux : chacun 60 F ; P. Morales : 250 F ; J.-J. Gandini : 250 F ; Masurel : 210 F ; P. Bes : 200 F ; Hytek : 200 F ; Millot : 100 F ; Bourles : 40 F.

Total : 3110 F

Février 1994

A. Jeannot, Mosse, Le Sur, Guillochon, Martin, J.-J. Brest, Marcheix, Rostaing, Bernard, Pellicci, Berthier, Guéméné, Candebar, Stoltz, Jucquois, Garcias, H. Gaillard, J. Touzard, Charriot, R. Fossé, L. Ecjal : chacun 60 F ; Gavel : 210 F ; Djellab : 500 F ; Larsen : 710 F ; Boulin : 185 F ; Evenas : 100 F ; Jacenko : 85 F ; P. Crochon : 50 F ; Bonnefils : 40 F.

Total : 3140 F

Mars 1994

Moreau, Boisseau, Somma, Bosco, Péricaud, C. Louvard, P. Vertice, Le Berre, Issot, Devriendt, Benjulia, Pezazgui, M. Prévôtel, P.-M. Pepe, Blanc, F. Debieu, C. Boiral, Barral, J.-C. Gailliout, A. Abassof, G. Glauffer, Philippo, Touzeau, Chérain, Emeriau, Pichetti : chacun 60 F ; Richard : 110 F ; Arcos : 450 F ; Martinez : 100 F ; A. Gillet : 110 F ; Audouin : 110 F.

Total : 2440 F

Avril 1994

Fenouillet, J.-P. Le Guyader, Ragheboom, Le Henaff, Le Grand, P. Monsalve, D. Fons, R. Zantain, Aubel, Voulgaris, Didier, Neveu : chacun 60 F ; Roginsky : 120 F, Berthelot : 120 F ; groupe de Grenoble : 310 F ; Le Pavec : 90 F ; Hénault : 100 F.

Total : 1460 F

MAI 1994

Rodier, Astier, F. Jule, Tenguin, G. Malouvier, P. Schiller, Vitroc, Espanol, M. Roux, Gérard : chacun 60 F ; Klimon : 50 F ; Boullin : 39 F ; Guibert : 30 F, J. Rosell : 350 F.

Total : 1069 F

TOTAL GÉNÉRAL : 11 219 F

Festival libertaire de Longvic

Salle des fêtes
de Longvic
(71, route de Dijon)

VENDREDI 8 JUILLET
CONCERT à 19 h
PMA, Gaspar (chanson), Théophile (théâtre), Oï Polloï, Hiatus, Condense
Entrée : 50 F

SAMEDI 9 JUILLET
CONFÉRENCE à 15 h
« Média-culture et anarchie »
avec Serge Livrozet

SAMEDI 9 JUILLET
CONCERT à 19 h
Scraps, Tristan Léa (chanson),
Prohibition, Cut the Navel Sting,
Super Fresh Babali
Entrée : 50 F
80 F pour les deux jours
Bar - buffet - stands
(FA, CNT, Maloka, éditions Canevas,
UA, CIRC, Class War, SCALP,
groupe surréaliste...)

organisé par la FA,
Maloka et Twist Against
Renseignements au : 80.66.81.49 (FA)

ITALIE

Il faut que tout change pour que rien ne change

(suite du ML n° 962)

Il y a près de quatre ans je commençais à parler autour de moi du projet de réunir dans un volume les principaux textes sur le fascisme écrits par Luigi Fabbri (1). Il n'est pas sûr que toutes les personnes informées aient immédiatement saisi l'intérêt militant de ma démarche.

Hélas ! la montée de l'extrême droite raciste en Allemagne et plus récemment l'arrivée au gouvernement de ministres fascistes en Italie, ont montré toute la brûlante actualité d'une telle question. Plus que jamais il est possible d'affirmer qu'un peuple qui ne connaît pas son passé, ne peut pas avoir d'avenir. Le refus de tout « révisionnisme » visant à absoudre tout ou une partie des manifestations du fascisme ne doit pas cependant nous servir d'excuse pour faire l'économie d'une analyse des événements en cours.

Comme nous le soulignons dans notre précédent article, nous ne sommes pas, en Italie ou dans d'autres pays de l'Union européenne, à la veille d'une prise de pouvoir quelconque de type fasciste. Il ne faut pas, à cet égard, rééditer avec soixante ans de retard le même type d'erreurs dogmatiques qui empêchèrent pendant très longtemps tant à gauche qu'à droite de saisir le nouveauté de la situation créée par la victoire de Mussolini et donc d'adopter à temps les contre-mesures nécessaires. Pour cela il est indispensable aujourd'hui d'éviter les réponses épidermiques ou toutes faites pour s'efforcer de dégager la signification véritable de ce qui se passe afin de ne pas passer à côté des vrais problèmes que rencontre ce pays.

Une marge de manœuvre très étroite — Certes, nous sommes conscients que le jugement que l'on peut porter sur l'arrivée des néo fascistes de Fini au gouvernement peut varier sensiblement selon que l'on se place du point de vue strictement italien ou européen. Qu'il s'agisse de Le Pen en France ou bien des Republikaners en Allemagne, ces courants d'extrême droite continuent à jouer un rôle non négligeable de déstabilisation du consensus démocratique dans ces pays. Ils offrent encore trop de prise à des dangereuses dérives racistes et xénophobes ; dérivées à combattre sans concession aucune. Que l'on puisse adopter une loi fasciste, comme celle de Jacques Allgood sur la défense de la langue française, sans qu'il n'y ait pratiquement de protestations doit nous faire réfléchir...

En ce qui concerne le cas italien toutefois, la marge de manœuvre dont dispose la nouvelle majorité apparaît considérablement réduite. Sur le plan de la politique extérieure, par exemple, les craintes d'un possible « revanchisme » de l'Italie en Istrie ou en Dalmatie sont ridicules. Non seulement les déclarations de certains dirigeants d'Alliance nationale ont été déformées par les bonnes âmes du journalisme social-démocrate, mais on aurait aujourd'hui bien du mal à trouver un seul italien — je dis bien un

seul — disposé à mourir pour Fiume ! En réalité ce qui inquiète le plus les partenaires européens de l'Italie est un éventuel changement de sa politique jusqu'ici fermement ancrée — tout au moins dans les déclarations officielles — autour d'une conception quasi fédéraliste de la construction européenne. Voir ce pays rejoindre les rangs des euro-sceptiques serait pour l'axe franco-allemand un coup très dur au moment où l'Union européenne s'apprête à intégrer trois nouveaux adhérents peu disposés à renoncer à leurs spécificités nationales.

Ce n'est donc pas un hasard si Berlusconi s'est empressé de rassurer les alliés traditionnels de l'Italie de sa fidélité atlantique et pro-européenne. La diplomatie transalpine en outre poursuit depuis plusieurs années un seul objectif véritable que le *Biscione* veut reprendre à son compte : celui d'intégrer l'Italie dans le futur Conseil de sécurité élargi de l'ONU à égalité avec l'Allemagne et le Japon. Plutôt que d'envoyer des *arditi* partir à la conquête des terres *irridentes*, il faut par conséquent s'attendre à la multiplication des participations de l'armée italienne aux différentes expéditions « humanitaires » pour la défense des droits de l'homme ! Et peu importe si cela s'accompagne de son cortège de morts et de bavures comme en Somalie. Le sacrifice cynique de quelques soldats sur l'autel du nouvel ordre mondial dans l'espoir de permettre à l'Italie de réintégrer le cercle fermé des « garants » de la paix planétaire, suffira, à coup sûr, à apaiser le nationalisme des plus chatouilleux des néo ou post fascistes. Cinquante ans après la débâcle mussolinienne, l'homme de la rue pourra ainsi rêver à peu de frais d'une Italie enfin respectée parmi les grandes puissances, un peu comme on regarde une équipe de foot remporter un match à la télévision. Et dans ce genre de mises en scène, Berlusconi, on le sait, est bien parmi les meilleurs.

Le lourd fardeau du passé — S'il y a cependant un domaine où l'illusion a du mal à s'imposer face à la réalité, c'est bien l'économie capitaliste et sa concurrence impitoyable qui laissent peu de place à l'improvisation. Comme on a pu justement le souligner, c'est d'abord sur ce terrain que le large consensus populaire dont Berlusconi a pu bénéficier jusqu'ici (2) risque de se lézarder. Les

promesses électorales — et notamment celles de mener une politique de création d'emplois active ou de réduction des impôts — sont peu compatibles avec la poursuite d'une politique budgétaire particulièrement restrictive qu'impose un accroissement de la dette publique pas encore suffisamment maîtrisée.

Cette politique de rigueur, inaugurée par les gouvernements précédents d'Amato et Ciampi, intervient après des décennies de laisser aller et de pillage des finances publiques et ne peut pas être véritablement ajournée sans provoquer une crise de confiance majeure des milieux financiers internationaux. Avec un endettement comparable à celui d'une année de production nationale, l'Etat italien est totalement dépendant du marché des capitaux privés auxquels il fait continuellement appel pour éviter la banqueroute. Or la vente de bons du trésor à des taux qui ne soient pas trop prohibitifs dépend de la confiance que continuent de lui accorder les ménages italiens et les investisseurs étrangers ; confiance que Berlusconi ne peut entamer à aucun prix.

Celui-ci se trouve donc condamné, dans ce domaine aussi, à éviter toute politique trop « audacieuse » qui conduirait à creuser le déficit de l'Etat. Or les italiens ont voté pour Berlusconi-répétions-le - tout d'abord pour sanctionner un régime qui ne leur assurait plus un accroissement régulier des revenus, pour la première fois depuis la Libération. On voit mal dans ces conditions comment ils pourraient accepter sans broncher des nouvelles remises en cause de leur niveau de vie.

En fait, comme souvent il arrive en politique, le consensus dont jouit le nouveau chef de gouvernement repose sur la conjonction d'une double exigence de changement en partie contradictoire. Du côté des classes moyennes et une fraction de l'électorat populaire, Berlusconi incarne une volonté de faire table rase avec la corruption de l'ancien régime sans prendre le risque de rompre avec les habitudes de stabilité qui avaient si bien réussi à la Démocratie chrétienne pendant 45 ans. Du côté des milieux industriels en revanche ce que l'on attend de lui est l'adoption d'une politique néo-libérale en économie qui débarrasse le pays d'une législation sociale trop « archaïque » ; législation qui pénalise les entreprises et les oblige à

utiliser d'une manière massive le travail au noir et d'autres expédients de moins en moins efficaces dans l'Europe du Marché unique et de l'ouverture des frontières.

La fin des boyards ? — Inutile de chercher de ce côté des nouveautés quelconques. Du SMIC-jeunes au développement du travail à temps partiel, Berlusconi est en passe de faire adopter le même train de mesures que les socialistes ou la droite ont voulu appliquer en France depuis 1983. Le résultat pour l'Italie, comme il l'a été pour sa voisine, sera plus de précarité et de chômage au nom des impératifs de la concurrence internationale.

Il y a toutefois un domaine où l'action de Berlusconi risque d'être décisive pour l'avenir du capitalisme italien : celui des privatisations. Par son ampleur le secteur public transalpin continue aujourd'hui encore à être parmi les plus importants des pays industrialisés, faussant par sa structure clientéliste et sa faible efficacité économique les mécanismes de la concurrence au détriment du secteur privé. L'échec de la première République a été aussi l'échec de ce système et des hommes qui en étaient à la tête. Tels des « boyards » de l'ancienne Russie, ces hommes se sont partagés des années durant le pouvoir économique au sein des entreprises nationalisées en fonction des rapports de force du moment parmi les partis au gouvernement et sans aucun souci du bien commun.

Certes, les grands groupes privés de la péninsule (FIAT, Olivetti, Pirelli, Ferruzzi, etc.) se sont fort bien adaptés à ce système dans la mesure où celui-ci leur garantissait en échange faveurs et protections. Mais les difficultés économiques actuelles rendent impossible la survie de ce mode de production capitaliste si peu concurrentiel et dont le coût

pour la communauté est devenu gigantesque. Dans ces conditions la poursuite du programme de privatisations risque ni plus ni moins d'entraîner une redistribution des cartes en profondeur. Vue sous cet angle, l'expérience de Berlusconi pourrait s'accompagner d'un élargissement de la base du capitalisme privé italien, jusqu'ici singulièrement étroite et contrôlée par quelques groupes exclusivement. C'est le souhait de certains libéraux favorables au développement d'un actionariat populaire et une plus grande ouverture aux capitaux étrangers. Bref, une occasion pour mettre au capitalisme italien d'opérer cette modernisation si nécessaire à sa survie au virage du XXI^e siècle.

Rien n'est pourtant moins sûr, car les tendances monopolistes du capitalisme privé risquent de se trouver encore davantage renforcées par les privatisations, scellant toujours plus les liens déjà très étroits entre économie et politique en Italie. Que le patron d'un des principaux groupes soit chargé de mener à bien cette opération de partage des dépouilles du secteur public ne laisse présager rien de bon. Les changements en cours ne seraient dans ce cas qu'apparents et l'opération de séduction de Berlusconi ne déboucherait que sur une nouvelle version du *trans-formismo* de la classe politique italienne ne modifiant en rien les rapports de force réels dans le pays.

En définitive, le risque plus grave auquel se trouve confronté ce pays est de voir le besoin de changement exprimé par l'immense majorité de la population confisqué par un homme du passé qui, sous un habillage moderne, poursuivrait la politique opportuniste de toujours. Politique faite de compromis avec les forces traditionnelles du pays, allant de la défense du capitalisme industriel au Nord au clientélisme au Sud, en passant par l'utilisation de la Mafia ou bien par la prise en compte des exigences du Vatican...

« Tout changer pour que rien ne change », voilà aujourd'hui le piège que les Italiens se doivent de débusquer s'ils veulent que leur première révolution du XX^e siècle soit autre chose qu'un simple coup d'épée dans l'eau.

Gaetano Manfredonia

(1) Cf. *La Lutte humaine, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*, Luigi Fabbri, éditions du ML (actuellement sous presse).

(2) Voir notamment les résultats nettement favorables obtenus par Forza Italia lors des récentes élections européennes.

SOMMAIRE

Page 1 : Rwanda : l'alibi humanitaire (suite p. 4), Réflexions sur la désagrégation de la Yougoslavie (suite p. 4).
Page 2 : Tout sur le festival « Art et Anarchie » 1994.
Page 3 : Ce que disent les indicateurs économiques sur la valeur du travail, Infos FA.
Page 4 : Rwanda : l'alibi humanitaire (suite de la « une »), réflexions sur la désagrégation de la Yougoslavie (suite de la « une »).
Page 5 : XXV^e Congrès de la SAC et

rencontre syndicaliste internationale.
Page 6 : Les petits soldats de l'ordre, Nouvelles du Front, Associations, Ni dieu ni maître, Solidarité avec les maîtres auxiliaires étrangers, Souscription de la librairie du Monde Libertaire.
Page 7 : « La Femme truquée », « Pensées à débattre », Amies lectrices amis lecteurs, Souscription ML.
Page 8 : Il faut que tout change pour que rien ne change.